

ECOBUSINESS

PME - TPE - STARTUP

16 Juin 2025

www.lodj.ma



ÉCOUTER
CE NUMÉRO EN
DÉBAT-PODCAST

LE PARI DE LA DÉSALINISATION AU MAROC

SOLUTION DURABLE OU MIRAGE COÛTEUX ?

**L'irrigation sacrifiée ? Enquête sur
un secteur en pénurie chronique d'eau**

143 milliards de dirhams pour l'eau :
où en est-on ?

SCAN ME





LCJ

24



YouTube

1.2M

FOLLOWERS

THANK YOU!

ÉDITO : LE PARI DE LA DÉSALINISATION AU MAROC : SOLUTION DURABLE OU MIRAGE COÛTEUX ?

CASABLANCA ET NADOR : LES MÉGAPROJETS DE DESSALEMENT À LA LOUPE

RATBA ET KHENG-GROU : DEUX BARRAGES POUR CHANGER LA CARTE HYDRIQUE DU MAROC

L'IRRIGATION SACRIFIÉE ? ENQUÊTE SUR UN SECTEUR EN PÉNURIE CHRONIQUE D'EAU

LES AUTOROUTES DE L'EAU : DE LA VISION ROYALE À LA RÉALISATION LOGISTIQUE

LE GASPILLAGE D'EAU POTABLE : TALON D'ACHILLE DE LA STRATÉGIE NATIONALE

STRESS HYDRIQUE : POURQUOI LES VILLES MOYENNES NE SONT PLUS OUBLIÉES

L'EAU ET L'ÉNERGIE : COMMENT LES RENOUVELABLES ALIMENTENT LA RÉSILIENCE HYDRIQUE

143 MILLIARDS DE DIRHAMS POUR L'EAU : OÙ EN EST-ON ?



Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 16 JUIN 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHSEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



Le pari de la désalinisation au Maroc : solution durable ou mirage coûteux ?

En juillet 2024, à l'occasion du 25^e anniversaire de son accession au trône, le roi Mohammed VI lançait un appel clair et grave : face à un stress hydrique devenu structurel, le Maroc se devait d'engager une révolution dans la gestion de l'eau. Au cœur de cette stratégie nationale, la désalinisation de l'eau de mer apparaît comme un levier central. Mais derrière la promesse d'un avenir hydrique sécurisé, des questions persistent : ce pari technologique est-il économiquement soutenable ? Est-il réellement adapté aux besoins du Royaume ? Et à quel prix environnemental ?

Le potentiel est indéniable. Le Maroc dispose de plus de 3 000 kilomètres de côtes, entre Atlantique et Méditerranée. Ce littoral constitue un atout majeur dans un pays où la répartition des ressources en eau est inégale, concentrée dans le nord alors que le sud souffre de sécheresses chroniques. Pour répondre à cette urgence, le Plan national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation (PNAEPI) prévoit la mise en service de 26 stations de dessalement à l'horizon 2040. La capacité totale de traitement atteindra 1 257 millions de mètres cubes par an, soit une multiplication par quatre par rapport à l'existant.

À première vue, les chiffres sont impressionnants. Déjà opérationnelles ou en voie de réalisation, dix-sept stations délivrent 322 millions de m³, principalement à Agadir, Jorf Lasfar, Safi, Laâyoune ou Dakhla. D'ici 2035-2040, neuf nouvelles stations s'ajouteront, dont les géantes de Casablanca (300 Mm³) et Nador (250 Mm³). À elles seules, ces deux unités représenteront près de la moitié des volumes futurs désalinisés.

Mais la question du coût reste en suspens. Si le recours aux énergies renouvelables – solaire et éolien – pour alimenter les stations permet de réduire l'empreinte carbone, l'investissement initial demeure colossal. Les chiffres ne sont pas publics, mais chaque mètre cube produit revient plus cher que celui issu des barrages ou des nappes phréatiques.



Par ailleurs, le coût d'entretien, le transport de l'eau vers l'intérieur des terres et la gestion de la saumure – les rejets salés post-dessalement – posent des défis environnementaux peu discutés dans les documents officiels.

Le discours royal de juillet 2024, lucide, insistait d'ailleurs sur ce point : investir dans l'offre ne suffira pas. Il faut agir sur la demande, lutter contre le gaspillage et repenser les usages. Dans un pays où les fuites dans les réseaux urbains atteignent parfois 30 %, où les modèles agricoles sont souvent gourmands en eau, et où la conscience écologique reste encore fragmentaire, l'enjeu est autant culturel que technique.

La désalinisation n'est pas un mirage. C'est une réponse possible, voire indispensable, à un déséquilibre hydrique qui s'aggrave. Mais elle ne saurait constituer une panacée. En misant massivement sur cette technologie, le Maroc trace une voie ambitieuse, innovante et risquée. Le succès de cette stratégie dépendra de la capacité à intégrer les questions économiques, écologiques et sociales, dans une approche équilibrée et durable.

Car l'eau, dans ce XXI^e siècle marqué par les bouleversements climatiques, n'est plus seulement une ressource : c'est un marqueur de souveraineté, de justice territoriale et de survie collective.

Rédigé par Adnane Benchakroun

LES GRANDS RDV MÉDIAS24. DÉBAT AVEC M. NIZAR BARAKA, MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'EAU.

The video player interface displays a promotional graphic for a conference. The graphic features the text 'LES GRANDS RENDEZ-VOUS MEDIAS24' at the top, followed by 'Conférence-débat' and the main title 'LES DÉFIS DE L'EAU OÙ EN EST LE MAROC EN 2025?'. A portrait of M. Nizar BARAKA, Minister of Equipment and Water, is shown on the right. Below the title, a dark blue bar indicates the date '12 juin 2025' and location 'Casablanca'. A red bar identifies 'M. Nizar BARAKA' as the 'Ministre de l'équipement et de l'eau'. At the bottom of the graphic, logos for 'NOS PARTENAIRES' include 'CREDIT AGRICOLE DU MAROC', 'HOLMARCON', and 'COSUMAR'. The video player controls below the graphic include a progress bar, a close button, and navigation icons for previous, play/pause, next, and full screen.



SCAN ME

CHRONIQUE VIDÉO

@lodjmaroc



Casablanca et Nador : les mégaprojets de dessalement à la loupe



Les deux projets sont programmés entre 2026 et 2035. Ils mobiliseront des investissements considérables, dont le montant précis n'a pas été communiqué. Mais à titre d'exemple, des projets de moindre envergure comme celui d'Agadir (100 Mm³) ont nécessité plusieurs milliards de dirhams. On peut raisonnablement estimer que les installations de Casablanca et Nador dépasseront chacune les dix milliards de dirhams, hors coûts d'exploitation et de maintenance. Un pari industriel majeur donc, mais aussi un signal politique : celui d'un État qui refuse de subir la crise climatique.

Le Maroc mise gros sur deux piliers de sa stratégie hydrique : Casablanca et Nador. Ces deux villes côtières, bien que très différentes dans leur histoire, leur taille et leur position géographique, partagent désormais un destin commun. Elles abriteront à l'horizon 2030 les deux plus grandes stations de dessalement d'eau de mer du pays. Ces projets pharaoniques incarnent à la fois l'urgence de répondre au stress hydrique structurel et la volonté du Royaume de s'inscrire dans une vision technologique et durable de l'accès à l'eau.

Casablanca, capitale économique du pays, est aujourd'hui dépendante de ressources hydriques qui proviennent de plus en plus loin. Sa croissance urbaine, industrielle et démographique impose une pression continue sur les bassins existants. La nouvelle station de dessalement prévue atteindra à elle seule une capacité de 300 millions de mètres cubes par an, soit près d'un quart de la future capacité totale du pays en eau désalinisée. La majeure partie (270 Mm³) sera dédiée à l'eau potable. Un choix politique et logistique évident, tant la demande est massive dans cette métropole de près de huit millions d'habitants.

À l'autre extrémité du pays, sur la façade méditerranéenne, Nador accueillera quant à elle une station tout aussi ambitieuse, avec une capacité projetée de 250 millions de m³ par an. Ici, la logique est différente. La région de l'Oriental, historiquement marginalisée dans les politiques hydriques nationales, fait face à un épuisement rapide de ses nappes phréatiques. En injectant une telle quantité d'eau nouvelle dans le système, les autorités espèrent inverser la tendance, soutenir l'agriculture locale et anticiper les pressions migratoires climatiques. Fait marquant : 110 millions de m³ seront dédiés à l'irrigation, soit plus de 40 % de la capacité totale de la station. Un choix stratégique dans une région où la souveraineté alimentaire locale est aussi un enjeu de cohésion sociale.

Mais ces mégaprojets soulèvent aussi des interrogations. D'abord, la soutenabilité environnementale. Même si les stations seront alimentées en grande partie par des énergies renouvelables – solaire et éolien – la gestion des rejets de saumure, salée et chaude, reste un défi. L'impact sur les écosystèmes marins n'est pas neutre, et le Maroc devra adopter des normes strictes pour éviter un effet boomerang écologique.

Ensuite, la question de l'acceptabilité sociale. Le coût de production de l'eau désalinisée est élevé, et il reste à savoir si les tarifs de distribution seront revus à la hausse, en particulier pour les ménages. Le dilemme est classique : garantir l'accès universel à l'eau tout en rentabilisant les investissements publics. Or, dans des villes comme Casablanca, où les inégalités sont criantes, un tarif trop élevé pourrait accentuer la fracture hydrique.

Enfin, il y a le risque de surdépendance. En investissant massivement dans le dessalement, le Maroc parie sur la stabilité des ressources technologiques, des approvisionnements en pièces, et de la performance des infrastructures. Une panne ou une cyberattaque pourrait paralyser l'approvisionnement d'une mégapole entière.



Ratba et Kheng-Grou : deux barrages pour changer la carte hydrique du Maroc

Le Maroc fait face à une équation complexe : assurer l'eau pour tous, irriguer les terres agricoles, protéger les villes des inondations et générer de l'énergie propre. Face à cette urgence plurielle, deux noms émergent avec force dans la stratégie hydraulique nationale : Ratba et Kheng-Grou. Ces deux barrages, en cours de construction, ne sont pas de simples infrastructures techniques. Ils incarnent un basculement d'échelle, une nouvelle géographie de l'eau, et peut-être, un tournant dans l'histoire de l'aménagement du territoire marocain.

Le barrage de Ratba, situé dans la province de Taounate, est appelé à devenir le deuxième plus grand barrage du pays. Sa capacité de stockage atteint 1 900 millions de m³, soit près de 40 % des volumes cumulés des 29 nouveaux barrages planifiés dans le Royaume. Ce monstre hydraulique, intégré au bassin du Sebou, est un maillon essentiel dans la lutte contre la pénurie d'eau potable, mais aussi contre les inondations qui frappent régulièrement la région. Sa mise en service, prévue pour fin 2028, a été accélérée d'un an, preuve de l'urgence du chantier. Le barrage permettra de stocker les crues hivernales dès sa première année, avec un apport moyen estimé à 351 millions de m³/an. Il jouera ainsi un triple rôle : approvisionnement en eau potable, irrigation et production d'hydroélectricité, tout en assurant une protection contre les risques climatiques extrêmes.

Plus au sud-est, dans la province de Figuig, le barrage de Kheng-Grou s'impose comme une prouesse d'aménagement dans une région longtemps marginalisée. Avec une capacité de 1 068 millions de m³, il sera le plus grand barrage de l'Oriental et le cinquième à l'échelle nationale. Sa livraison, initialement prévue pour mars 2027, a elle aussi été avancée à juillet 2026. Le site a été choisi avec soin : dans une zone où les nappes phréatiques s'épuisent dangereusement, ce barrage permettra non seulement de garantir un approvisionnement durable en eau potable, mais aussi de recharger les nappes et de protéger les oasis environnantes.

Ce qui distingue ces deux projets, au-delà de leur taille, c'est leur fonction de rééquilibrage territorial. Le Maroc a longtemps concentré ses grands ouvrages hydrauliques dans les régions centrales et atlantiques. Ratba et Kheng-Grou rompent cette logique. Ils ancrent l'investissement dans les zones de l'intérieur et de l'est, souvent confrontées à l'exode rural, au chômage structurel et à la vulnérabilité agricole. Par le biais de l'eau, c'est donc une promesse de développement régional qui est formulée.

Mais ces projets colossaux ne sont pas sans défis. Les enjeux environnementaux, notamment les risques de déplacement de populations, la perturbation des écosystèmes fluviaux, ou la salinisation des sols en aval, restent des angles morts dans le débat public. De même, la gouvernance future de ces barrages – entretien, sécurité, accès équitable à l'eau – posera des questions concrètes dès leur mise en service. Enfin, leur rentabilité à long terme dépendra de la gestion rationnelle de la ressource : sans politique claire de distribution, d'irrigation durable et de tarification équitable, le risque est grand de voir ces barrages devenir des géants inefficients.

Malgré tout, Ratba et Kheng-Grou sont porteurs d'une ambition nationale. Ils illustrent la réponse volontariste du Royaume face au défi climatique. Au-delà de la technique, ils matérialisent une vision : celle d'un Maroc qui ne veut plus subir la géographie, mais qui la transforme pour garantir un avenir plus sûr à ses citoyens.

L'irrigation sacrifiée ? Enquête sur un secteur en pénurie chronique d'eau



Depuis quelques années, les campagnes marocaines retiennent leur souffle. Alors que la question du stress hydrique occupe désormais le sommet de l'agenda politique, un constat s'impose de manière silencieuse mais implacable : l'agriculture, première consommatrice d'eau au Maroc, est devenue la grande oubliée de la nouvelle stratégie hydrique nationale. Sous couvert de priorité à l'eau potable, les hectares irrigués rétrécissent, les réservoirs agricoles se vident, et les exploitants, petits ou moyens, redoutent de plus en plus la sécheresse comme un couperet.

Le diagnostic est connu. En temps de pluviométrie normale, l'agriculture marocaine bénéficie d'environ 3 milliards de mètres cubes d'eau par an pour l'irrigation. En 2023, cette dotation est tombée à 900 millions de mètres cubes, soit une baisse de plus de 70 %. L'explication officielle tient en une phrase : la priorité va à l'eau potable. Et elle est difficilement contestable, tant les villes côtières et intérieures font face à une demande croissante. Mais sur le terrain, la frustration monte. De nombreux agriculteurs disent ne plus comprendre les critères d'allocation de l'eau, déplorent une absence de concertation et pointent du doigt un déséquilibre croissant entre les zones bien desservies et celles totalement à sec.

La stratégie hydrique actuelle, incarnée par le PNAEPI et les projets de dessalement massifs, a en effet réorienté l'investissement vers les stations côtières destinées à l'alimentation en eau potable. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur les 1 257 Mm³ que produiront les 26 stations de dessalement prévues à l'horizon 2040, seulement 452 Mm³, soit 33,7 %, seront affectés à l'irrigation. Et cette répartition est fortement concentrée sur quelques stations seulement, comme Nador ou Agadir. Pour l'immense majorité du monde rural, notamment dans l'intérieur du pays, cette eau reste hors d'atteinte.

Ce manque d'eau agricole n'est pas sans conséquences. De nombreuses cultures extensives sont abandonnées. Les filières de fruits et légumes se resserrent. Certains agriculteurs n'ont d'autre choix que de forer toujours plus profond pour accéder à des nappes phréatiques déjà surexploitées. L'oasis de Figuig, par exemple, vit sous perfusion d'un espoir : que le barrage de Kheng-Grou, une fois opérationnel, vienne irriguer 3 300 hectares de périmètre agricole. Mais combien d'autres oasis ou plaines fertiles n'ont pas cette chance ?

Plus inquiétant encore, cette raréfaction de l'eau agricole remet en question les ambitions de souveraineté alimentaire affichées depuis la guerre en Ukraine. Face à la volatilité des marchés internationaux, le Maroc souhaite produire plus localement ses céréales, ses fruits et son sucre. Mais comment nourrir la population si les champs restent secs et les barrages agricoles à moitié vides ?

Des solutions existent, certes. Le goutte-à-goutte, les cultures économes en eau, les bassins de rétention, les crédits verts... Mais elles nécessitent des investissements, de la formation, et surtout une planification rigoureuse, région par région. Car le risque aujourd'hui est double : d'un côté, sacrifier l'agriculture au profit exclusif de l'urbain, et de l'autre, créer une fracture hydrique entre les territoires.

Dans ce contexte, de nombreux experts appellent à rééquilibrer les priorités. Non pas en opposant eau potable et irrigation, mais en pensant l'eau comme un levier intégré de développement. Car ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la performance agricole, mais la survie économique et sociale de milliers de familles rurales.

La sécheresse ne fait pas de politique, mais la politique doit savoir répondre à la sécheresse autrement qu'en détournant le regard des campagnes.



UNE PRÉSENCE FORTE SUR LES RESEAUX SOCIAUX



167,2K
FOLLOWERS



412K
FOLLOWERS



1,2M
FOLLOWERS



138K
FOLLOWERS

QUI DIT MIEUX ?

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS



Les autoroutes de l'eau : de la vision royale à la réalisation logistique



Il fut un temps où le concept d'« autoroute de l'eau » paraissait relever de la science-fiction hydraulique. Transférer massivement des millions de mètres cubes d'un bassin fluvial à un autre, sur des centaines de kilomètres, pour alimenter en continu des villes entières : l'idée semblait aussi ambitieuse que coûteuse. Et pourtant, en 2025, cette utopie logistique est devenue réalité au Maroc. Un an après la mise en service de la première autoroute de l'eau entre le Sebou et le Bouregreg, les résultats dépassent toutes les attentes.

Lancée en urgence en 2023 à l'initiative de Sa Majesté Mohammed VI, et coordonnée par le ministre de l'Équipement et de l'Eau Nizar Baraka, cette infrastructure stratégique répond à un besoin aussi vital qu'incontournable : sécuriser l'alimentation en eau potable de Rabat, Casablanca et Mohammedia, une zone où vivent entre 10 et 12 millions de Marocains. Dans un contexte de sécheresse répétée et de pression démographique, le nord du pays, plus riche en ressources hydriques, devait devenir le fournisseur des régions plus arides et urbanisées du centre.

Concrètement, le projet s'est déployé en deux grandes phases. La première, qualifiée d'urgente, consistait à connecter le bassin du Sebou au barrage Sidi Mohammed Ben Abdellah via une conduite de 70 kilomètres. La seconde, actuellement en cours, vise à prolonger cette ligne vers le bassin de l'Oum Er-Rbia sur 340 kilomètres supplémentaires. Cette nouvelle dorsale hydrique constitue l'épine dorsale d'un futur réseau national de transfert d'eau entre les bassins.

Les résultats sont spectaculaires. En une seule année, 468 millions de mètres cubes d'eau ont été transférés, dépassant de loin les prévisions initiales, qui tablaient sur 350 à 400 Mm³/an. Cela représente une moyenne de 39 m³/seconde et les projections pour 2025 sont encore plus ambitieuses : 15 m³/seconde, soit 514 millions de m³. Ces chiffres donnent le vertige, mais ils traduisent aussi un tournant historique dans la gestion de l'eau au Maroc. Désormais, l'eau ne dépend plus uniquement du ciel ou des nappes : elle circule comme une marchandise précieuse, à travers des tuyaux et des vannes, selon une cartographie rationnelle des besoins et des excédents.

Mais cette prouesse technique n'est pas exempte de limites. D'abord, les coûts : ce type d'infrastructure demande des investissements gigantesques, tant en construction qu'en entretien. Ensuite, la dépendance énergétique : même si une partie du réseau est alimentée par des sources renouvelables, la pompe constante de l'eau sur de telles distances nécessite une puissance continue. Enfin, la question écologique : détourner les eaux d'un bassin vers un autre n'est jamais neutre, ni pour les écosystèmes ni pour les usages locaux, notamment agricoles.

Et pourtant, face à l'urgence, peu d'alternatives aussi efficaces s'imposent. La récente amélioration des réserves d'eau, liée à une saison pluvieuse favorable depuis septembre 2024, a permis d'assurer l'approvisionnement pour un an et trois mois. Mais cette embellie reste inégale selon les régions. D'où l'intérêt stratégique des autoroutes de l'eau : elles permettent d'atténuer les déséquilibres géographiques en redistribuant l'eau de manière solidaire.

À l'avenir, d'autres liaisons pourraient voir le jour, notamment vers Marrakech, le Souss et l'Oriental. Le Maroc invente ainsi, à sa manière, une diplomatie interne de l'eau, où les régions les mieux dotées deviennent garantes de la survie des autres.

Les autoroutes de l'eau ne sont pas seulement des canalisations géantes. Elles sont l'illustration d'une pensée politique moderne : l'eau n'est plus gérée localement, elle est planifiée à l'échelle du territoire national, avec la même rigueur qu'un réseau autoroutier ou électrique. Dans un pays menacé par la sécheresse, cette fluidité planifiée pourrait bien être la clé d'un avenir résilient.

Le gaspillage d'eau potable : talon d'Achille de la stratégie nationale

Des milliards de dirhams investis dans la désalinisation, des barrages gigantesques en construction, des autoroutes de l'eau reliant les régions entre elles... Le Maroc n'a jamais autant misé sur la sécurisation de ses ressources hydriques. Et pourtant, un paradoxe tenace menace cette ambitieuse stratégie de l'intérieur : le gaspillage d'eau potable, souvent ignoré, rarement sanctionné, toujours coûteux. C'est peut-être là le talon d'Achille d'une politique hydrique pourtant audacieuse sur le plan de l'offre.

Le roi Mohammed VI, dans son discours du 29 juillet 2024, n'a pas mâché ses mots. Il a dénoncé l'« insensé » des milliards dépensés dans la mobilisation de l'eau alors que « des formes de gaspillage et mésusage de l'eau persistent ». Cette sortie royale marque un tournant. Pour la première fois, le pouvoir met l'accent non seulement sur les infrastructures à construire, mais aussi sur les comportements à transformer.

Le constat est accablant. Dans plusieurs grandes villes marocaines, jusqu'à 30 % de l'eau potable distribuée se perd dans les réseaux, à cause de fuites, de canalisations vétustes, de connexions illégales. À cela s'ajoutent les comportements individuels : lavage de voitures à grande eau, arrosage excessif, robinets qui coulent, absence de dispositifs économes dans les équipements domestiques. Ces gestes répétés, banalisés, deviennent un gouffre invisible pour une ressource de plus en plus précieuse.

Et la culture du gaspillage ne s'arrête pas aux ménages. Dans certains périmètres agricoles irrigués à partir de réseaux publics, les pertes sont tout aussi alarmantes. Faute de modernisation, une partie de l'eau d'irrigation s'évapore ou s'infiltre avant même d'atteindre les cultures. Les stations de traitement d'eau usée, qui pourraient fournir de l'eau pour l'arrosage ou le nettoyage urbain, restent sous-exploitées. L'économie circulaire de l'eau, encore embryonnaire, peine à convaincre les collectivités locales.

Pourquoi cette inertie face au gaspillage ? La réponse tient en un mot : tarification. L'eau potable



reste au Maroc l'un des services publics les moins chers, parfois à peine valorisée au coût de production. Cette politique sociale, justifiée pour les couches vulnérables, devient contre-productive lorsqu'elle s'applique uniformément, y compris aux gros consommateurs. Sans une tarification progressive, incitative, voire punitive en cas d'abus, aucun signal clair n'est envoyé aux usagers.

Pourtant, les solutions sont connues. Des villes comme Barcelone, Singapour ou Cape Town ont adopté des politiques de lutte contre le gaspillage en combinant technologies intelligentes (compteurs connectés, alertes de fuites), campagnes de sensibilisation et tarification verte. Le Maroc dispose des moyens technologiques et des compétences pour faire de même. Il manque peut-être une volonté politique ferme, relayée localement, pour transformer ces idées en actions concrètes.

Car tant que la logique sera : « on va produire plus d'eau pour compenser les pertes », le pays courra après un mirage. Produire coûte plus cher que préserver. L'équation est simple, mais elle nécessite un renversement culturel profond.

Le gaspillage de l'eau n'est pas un détail : c'est un sabotage silencieux de la résilience nationale. À l'heure où chaque mètre cube compte, le Maroc ne pourra pas se permettre longtemps de verser dans l'oubli cette question dérangeante mais essentielle. Investir dans la demande, dans l'éducation à l'usage de l'eau, dans la réparation des réseaux, est aujourd'hui aussi stratégique que construire des barrages ou dessaler l'Atlantique.

STRESS HYDRIQUE : POURQUOI LES VILLES MOYENNES NE SONT PLUS OUBLIÉES

Pendant longtemps, la politique de l'eau au Maroc a semblé se jouer entre deux extrêmes : d'un côté les grandes métropoles comme Casablanca ou Rabat, au centre de toutes les attentions et investissements ; de l'autre, le monde rural, souvent considéré comme le maillon faible de la répartition hydrique. Entre les deux, un acteur discret mais essentiel est resté trop souvent dans l'angle mort des politiques publiques : les villes moyennes. Ces cités de 50 000 à 200 000 habitants, qui concentrent pourtant une part importante de la croissance démographique et économique du pays, commencent enfin à sortir de l'ombre.

La nouvelle cartographie des stations de dessalement et des barrages, analysée dans la dernière étude du Policy Center for the New South, en témoigne clairement. Des villes comme Safi, Nador, Guelmim, Tiznit, Sidi Ifni, Taounate ou Dakhla deviennent des points d'ancrage de la stratégie nationale de lutte contre le stress hydrique. Certaines d'entre elles bénéficient désormais de stations de dessalement fixes, alimentées par les énergies renouvelables, tandis que d'autres voient émerger des micro-barrages ou des unités mobiles de production d'eau douce.

Ce changement de focale est loin d'être anodin. Car ce sont ces villes moyennes qui, depuis une dizaine d'années, accueillent une partie croissante de la population déplacée par l'exode rural, l'urbanisation désordonnée ou la raréfaction des ressources agricoles. Elles sont devenues des zones tampons, ni totalement urbaines, ni totalement rurales, souvent livrées à elles-mêmes en matière d'aménagement. L'eau y est un révélateur des inégalités territoriales.

Prenons l'exemple de Sidi Ifni, petite ville côtière du Sud, longtemps marginalisée dans les grands plans d'équipement. Elle bénéficie aujourd'hui d'une station de dessalement dédiée, de taille modeste (3,15 Mm³), mais suffisante pour couvrir les besoins de sa population. Même logique pour Guelmim, qui, avec une station prévue de 34,6 Mm³, anticipe une croissance démographique soutenue. Dans le Nord-Est, Nador, ville moyenne en surface mais grande en projection économique avec son port de commerce et sa diaspora, se voit dotée d'un mégaprojet de dessalement de 250 Mm³. Là encore, l'échelle régionale est réévaluée.



Mais cette montée en puissance ne doit pas masquer la fragilité structurelle de ces villes. Les réseaux de distribution sont parfois vétustes, les budgets municipaux insuffisants pour gérer les infrastructures nouvelles, et les compétences locales encore en construction. Il ne suffit pas de livrer une station ou un barrage. Il faut former, entretenir, planifier à long terme. C'est tout l'enjeu d'une décentralisation hydraulique maîtrisée, qui évite que les investissements lourds ne deviennent des éléphants blancs.

Derrière cette nouvelle attention aux villes moyennes, se dessine aussi un rééquilibrage du développement national. En rendant l'eau disponible partout, y compris dans les territoires dits intermédiaires, le Maroc désamorce des tensions latentes : migrations internes, sentiment d'abandon, perte de confiance dans l'État central. L'eau devient alors un outil de stabilisation sociale autant qu'une ressource vitale.

Ce virage stratégique mérite d'être consolidé. Car si les métropoles continueront d'attirer la majorité des financements et des préoccupations, le vrai test de résilience se joue souvent à plus petite échelle. Dans une oasis, un centre provincial, un port secondaire. C'est là que se mesure, goutte après goutte, la capacité d'un pays à penser son avenir autrement que depuis ses capitales.



L'eau et l'énergie : comment les renouvelables alimentent la résilience hydrique

Dans le désert de la transition écologique, le Maroc trace une voie singulière. Tandis que de nombreux pays hésitent entre investissements carbonés et promesses vertes, le Royaume, lui, tisse un lien stratégique entre eau et énergie. Ce lien n'a rien de symbolique : il est technologique, territorial et politique. L'une des grandes forces silencieuses de la politique hydrique marocaine, aujourd'hui, réside dans sa capacité à s'appuyer sur les énergies renouvelables pour produire de l'eau.

La logique est limpide : désaliniser l'eau de mer, pomper des millions de mètres cubes à travers les autoroutes de l'eau, ou encore alimenter les systèmes de purification et d'irrigation... Tout cela nécessite une énergie considérable. Or, plus cette énergie est fossile, plus l'empreinte carbone du système augmente, et plus le cercle devient vicieux. Le Maroc a donc fait un choix clair : utiliser le solaire et l'éolien pour alimenter ses infrastructures hydriques, transformant ainsi une double contrainte en double opportunité.

Les stations de dessalement, par exemple, sont en train de devenir de véritables écosystèmes hybrides. Celle d'Agadir, déjà opérationnelle, tire en grande partie son énergie des parcs solaires environnants. Les projets de Laâyoune, Tarfaya, Dakhla ou encore Boujdour s'inscrivent tous dans une logique similaire. Dans le Sud, 58 % de la puissance éolienne nationale est déjà installée, et des parcs comme ceux d'Akhfennir ou de Foum El Oued ont été conçus dès le départ pour être couplés aux systèmes de production d'eau.

La vision est celle d'un territoire autonome : produire localement l'énergie pour produire localement l'eau. Ce modèle circulaire est encore balbutiant, mais il représente une innovation majeure pour les régions éloignées du réseau électrique national ou les zones à faible densité de population.

Mais l'enjeu va au-delà de la désalinisation. Les autoroutes de l'eau, dont certaines portions s'étendent sur plus de 300 kilomètres, doivent également être alimentées par des stations de pompage énergivores. Là aussi, des projets d'alimentation solaire sont à l'étude. De même, les barrages les plus récents intègrent désormais des micro-centrales hydroélectriques pour rentabiliser la circulation de l'eau.

Le cas du barrage de Ratba, par exemple, illustre cette logique multifonctionnelle : en plus d'irriguer

et de prévenir les inondations, il produira de l'électricité verte.

Ce couplage entre eau et énergie n'est pas qu'une prouesse d'ingénieur. Il est devenu un levier de souveraineté. En réduisant sa dépendance aux importations d'énergie pour gérer son eau, le Maroc sécurise deux de ses ressources vitales. Cela renforce aussi sa crédibilité climatique à l'international. Le Royaume, déjà en pointe sur l'énergie solaire avec Noor Ouarzazate, peut désormais présenter un modèle intégré, où chaque goutte d'eau est aussi un watt d'énergie renouvelable.

Bien sûr, tout n'est pas encore parfait. La coordination entre les agences de l'eau, les producteurs d'électricité et les collectivités territoriales reste perfectible. Les coûts de maintenance, la formation des techniciens, et la gestion des pics de consommation énergétique posent encore des défis. Mais la direction est tracée.

En reliant les ressources hydriques et énergétiques, le Maroc ne se contente pas de gérer la crise : il invente une résilience systémique. Une résilience où le soleil fait jaillir l'eau, et où chaque vent qui souffle dans les plaines du Sud devient, à terme, une promesse d'abondance.

143 milliards de dirhams pour l'eau : où en est-on ?

Annoncée en grande pompe en octobre 2022 par le roi Mohammed VI, l'enveloppe de 143 milliards de dirhams dédiée au Programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation (PNAEPI) a été saluée comme un tournant historique. Jamais dans l'histoire du Maroc une telle somme n'avait été allouée à une politique publique ciblant exclusivement la sécurité hydrique. Mais trois ans plus tard, une question simple mais cruciale se pose : où en est-on ?

Ce montant colossal, réparti sur une période de huit ans (2020–2027), visait des objectifs précis : sécuriser l'accès à l'eau potable pour l'ensemble de la population, garantir au moins 80 % des besoins d'irrigation sur le territoire national, désaliniser massivement l'eau de mer, construire de nouveaux barrages, moderniser les réseaux, et lutter contre les pertes et le gaspillage. En théorie, un plan complet, transversal et ambitieux. En pratique, la mise en œuvre connaît des avancées... mais aussi des retards préoccupants.

Côté réalisations, certains projets avancent à bon rythme. Dix-sept stations de dessalement sont déjà en service ou en cours de finalisation. D'ici 2028, elles devraient produire plus de 322 millions de mètres cubes d'eau douce. Les neuf autres, programmées pour 2030–2040, viendront compléter une capacité nationale de 1 257 Mm³. Cette dynamique est particulièrement visible à Agadir, Dakhla, Jorf Lasfar et Laâyoune. Les projets de Casablanca et Nador, bien qu'en phase d'études ou de début de chantier, concentrent déjà une part importante des budgets engagés.

Côté barrages, 16 sont en construction, avec une capacité totale de stockage de 4 420 Mm³, auxquels s'ajouteront 13 autres barrages programmés pour l'horizon 2040. Là encore, les chantiers emblématiques comme Ratba (1 900 Mm³) ou Kheng-Grou (1 068 Mm³) absorbent à eux seuls une large part des investissements. La logique est territoriale : irriguer les zones rurales, renforcer la résilience face aux inondations, et produire de l'électricité hydraulique.



Les autoroutes de l'eau, quant à elles, symbolisent le volet logistique du plan. La première, opérationnelle depuis 2023, a permis de transférer plus de 468 millions de mètres cubes du bassin du Sebou vers Rabat et Casablanca, dépassant les attentes initiales. La deuxième tranche, en cours, promet d'étendre ce réseau stratégique vers le sud et l'est du pays.

Mais au-delà des chiffres, des signaux d'alerte s'accumulent. Plusieurs experts dénoncent des retards de livraison, notamment pour les barrages de moyenne capacité. Le foncier, les études d'impact, la complexité des appels d'offres ou encore le manque de coordination entre ministères freinent parfois la cadence. Le rythme d'exécution budgétaire ne suit pas toujours les annonces : selon certains rapports internes, moins de 40 % des fonds alloués ont été effectivement engagés à mi-parcours du programme.

Autre inquiétude : l'entretien et la gouvernance des infrastructures une fois livrées. Construire une station ou un barrage est une chose, garantir son bon fonctionnement dans la durée en est une autre. Des communes rurales peinent à gérer l'arrivée soudaine d'équipements sophistiqués sans personnel formé ni budget de maintenance.

Et pendant ce temps, la demande continue d'augmenter. La croissance urbaine, le développement industriel et les changements climatiques accélèrent la pression sur la ressource. Si l'offre progresse, elle court toujours après une consommation en hausse constante.

L'enveloppe de 143 milliards de dirhams représente sans aucun doute un effort exceptionnel. Mais sa réussite ne se mesurera pas uniquement à l'aune des projets lancés. Elle dépendra de la capacité à les livrer à temps, à les faire fonctionner durablement, et à intégrer la lutte contre le gaspillage dans chaque dirham dépensé.

En somme, l'enjeu n'est plus de promettre des milliards. Il est désormais de les transformer en mètres cubes, en hectares irrigués, en robinets qui coulent – durablement – dans chaque foyer.



Du local au national : comment les petits barrages sauvent les campagnes



Quand on évoque les barrages au Maroc, les projecteurs se braquent aussitôt sur les géants hydrauliques : Ratba, Kheng-Grou, Al Massira ou Bin El Ouidane. Mais dans l'ombre de ces mastodontes, une armée discrète d'ouvrages plus modestes joue un rôle tout aussi crucial, voire plus vital à l'échelle locale : les petits barrages et les retenues collinaires. Moins médiatisés, souvent construits dans l'indifférence, ils constituent pourtant la première ligne de défense des campagnes face à la sécheresse.

L'étude publiée récemment par le Policy Center for the New South le confirme : 15 des 29 barrages actuellement en construction ou en programmation ont une capacité de stockage inférieure à 10 millions de m³, certains ne dépassant même pas le million. C'est le cas d'Idaougnidif (0,8 Mm³), Tassa (3 Mm³), ou encore Azrou Nait Lehassen (1,29 Mm³). À première vue, ces chiffres paraissent dérisoires face aux géants capables de stocker mille fois plus. Et pourtant, dans les zones de montagne, les douars enclavés, les vallées isolées, ces petits barrages font la différence entre la survie et l'abandon.

Ils ne cherchent pas à irriguer des plaines de milliers d'hectares. Leur mission est plus modeste mais essentielle : alimenter les nappes phréatiques, stocker les eaux de crue, protéger contre les inondations subites, et fournir de l'eau d'appoint pour l'irrigation de proximité ou l'abreuvement du bétail. Ils jouent un rôle de tampon hydrique, régulant le cycle de l'eau dans des micro-bassins souvent oubliés par les grands réseaux d'interconnexion.

Leur coût est aussi un atout. Là où un grand barrage nécessite plusieurs centaines de millions de dirhams et des années de travaux, un petit barrage peut être opérationnel en moins de deux ans pour un budget parfois inférieur à 10 millions de dirhams. Leur implantation, plus souple, permet une adaptation fine aux besoins des territoires. Le barrage de Boulaouane, par exemple, dans la région de Chichaoua, vise à sécuriser l'irrigation de la plaine de Metjat, approvisionner la petite ville d'Imintanoute en eau potable, et limiter les risques d'inondation. Trois objectifs en un, à une échelle humaine.

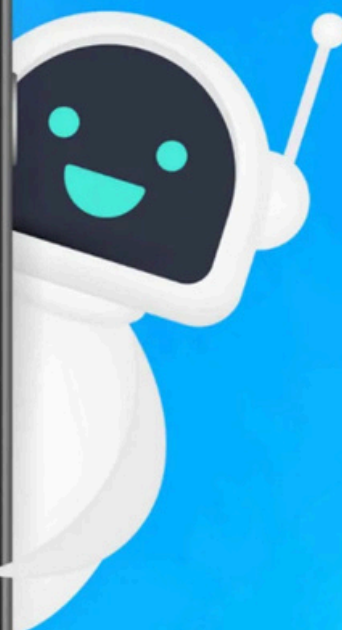
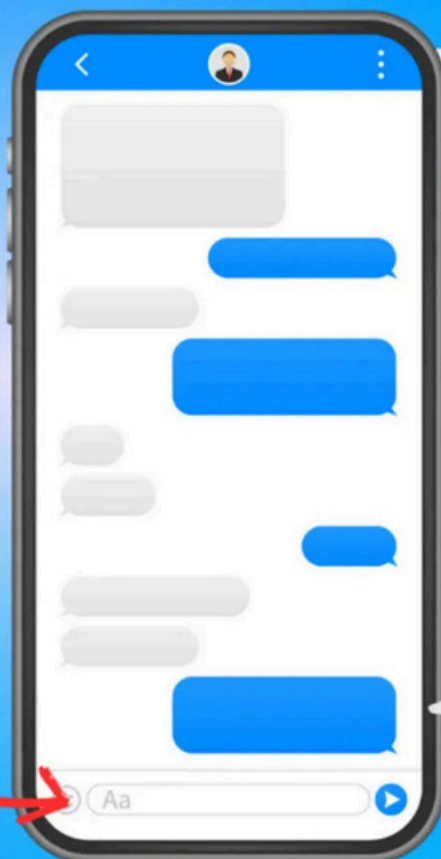
Cette logique de proximité rejoint aussi la stratégie royale de désenclavement rural. En investissant dans des infrastructures hydriques de taille moyenne ou modeste, le Maroc renforce les conditions de vie des populations rurales, souvent confrontées à un triple isolement : hydrique, économique et social. Ces ouvrages deviennent des leviers d'inclusion, évitant l'exode vers les villes, maintenant l'activité agricole, et consolidant la souveraineté alimentaire à l'échelle locale.

Mais ce modèle reste fragile. Trop souvent, ces petits barrages souffrent d'un manque d'entretien, de désensablement rapide, ou d'une gouvernance floue entre agences de bassin, communes et exploitants locaux. Certains sont construits sans plan de suivi, d'autres n'intègrent pas suffisamment les besoins réels des populations bénéficiaires. Pour qu'ils remplissent pleinement leur rôle, il faudrait les intégrer dans une politique nationale dédiée aux micro-hydraulique rurale, avec des budgets, des normes et des formations adaptés.

En les considérant non comme des ouvrages accessoires mais comme des cellules vivantes de l'aménagement du territoire, le Maroc pourrait faire des petits barrages une grande stratégie. Celle qui, loin des regards, permet à des villages entiers de continuer à vivre, à cultiver, à exister.

L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



**PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.**



SCAN ME



L'AGRICULTURE FACE À LA SOIF : QUELS DÉFIS POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?

Dans un pays où l'agriculture emploie plus de 30 % de la population active et reste l'un des piliers économiques, la sécheresse n'est pas une simple fluctuation météorologique. C'est une menace existentielle. Le Maroc, secoué par des années de déficit pluviométrique, se retrouve confronté à un dilemme majeur : comment continuer à produire localement de quoi se nourrir alors que l'eau manque cruellement ? Et surtout, comment conjuguer ambition agricole et réalité hydrique dans un contexte de changement climatique mondial ?

La guerre en Ukraine, qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement internationales du blé, a servi d'électrochoc. Le Maroc, qui importe historiquement une grande partie de ses céréales, s'est vu rappelé à une vérité brutale : la souveraineté alimentaire est une question de sécurité nationale. Mais pour cultiver, il faut de l'eau. Et depuis quelques années, cette ressource vitale s'évapore, aussi bien dans les barrages que dans les nappes phréatiques.

En 2023, le volume d'eau alloué à l'irrigation a chuté à 900 millions de m³, contre 3 milliards en année normale. Cette réduction drastique a affecté en priorité les petites exploitations céréalières, les périmètres irrigués traditionnels, et les zones marginales déjà sous tension. Les rendements ont chuté, les exportations agricoles se sont contractées, et les importations de produits de base ont dû être augmentées. Résultat : une dépendance accrue aux marchés extérieurs, aux prix volatils et aux contraintes géopolitiques.

Face à cette réalité, les grands projets hydriques — désalinisation, barrages, autoroutes de l'eau — sont d'abord tournés vers l'eau potable. À juste titre, peut-on dire, car la priorité reste de garantir l'accès à l'eau pour tous. Mais cela signifie que l'agriculture passe en second plan, du moins dans la répartition immédiate des ressources. Or, c'est un pari risqué : réduire l'irrigation aujourd'hui, c'est fragiliser les récoltes de demain, et donc la stabilité des marchés et des revenus ruraux.

Des efforts sont certes en cours. Le Plan Maroc Vert, puis sa déclinaison Génération Green, ont promu l'irrigation localisée, les économies d'eau, et la diversification des cultures.



Mais ces solutions nécessitent du temps, des investissements et un accompagnement de proximité. Beaucoup de petits agriculteurs restent à l'écart de cette modernisation, faute de moyens ou de formation.

Le développement de la désalinisation au profit de l'irrigation, amorcé timidement dans les projets futurs (notamment à Nador, Tan-Tan ou Guelmim), pourrait constituer une solution partielle. Mais avec seulement 34 % de l'eau désalinisée dédiée à l'irrigation d'ici 2040, la marge reste faible. Sans une réorientation stratégique plus ferme, l'agriculture risque d'être la grande sacrifiée d'un modèle hydrique centré sur les villes.

À cela s'ajoute une problématique de justice territoriale. Les grandes exploitations modernes, souvent mieux connectées et mieux équipées, parviennent à résister. Mais les petites structures familiales, pilier invisible de la sécurité alimentaire, voient leurs marges s'effondrer, leurs terres s'assécher, et leurs jeunes partir vers les villes.

Le Maroc est donc à la croisée des chemins. Peut-on nourrir le pays sans irriguer ses terres ? Peut-on gagner la bataille de l'eau sans perdre celle de la souveraineté alimentaire ? Ces questions exigent une réponse coordonnée, entre ingénieurs, agriculteurs, décideurs et citoyens. Il ne s'agit pas seulement de sauver l'agriculture. Il s'agit de préserver un équilibre territorial, économique et humain qui fait tenir le pays debout.

Car une terre qui ne peut plus être arrosée est souvent une terre qui finit par être abandonnée.

Désalinisation et guerre en Ukraine : le lien caché

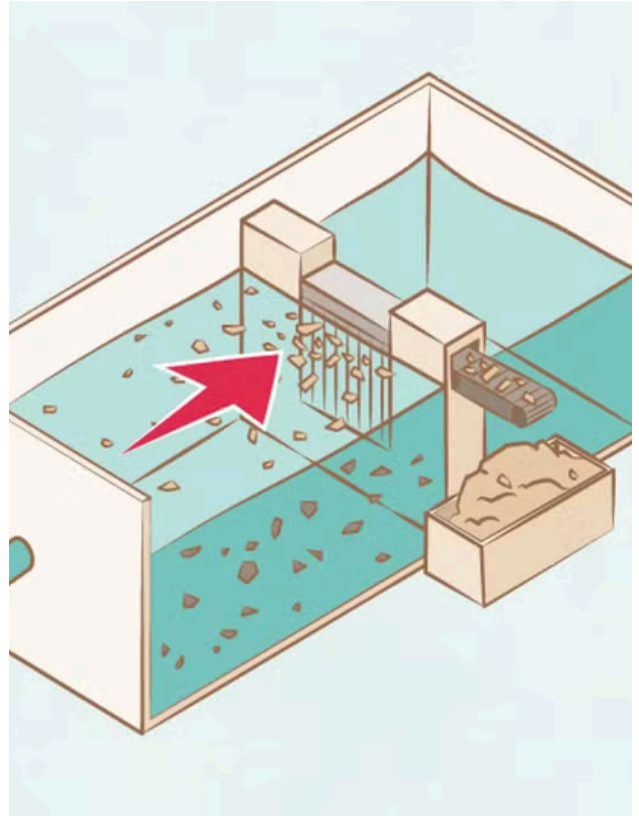
À première vue, rien ne semble relier les océans salés du littoral marocain aux plaines brûlées d'Ukraine. Et pourtant, dans la géopolitique mondiale de l'eau et de l'alimentation, les connexions sont plus profondes qu'il n'y paraît. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le monde a brutalement redécouvert la fragilité des chaînes d'approvisionnement en céréales. Et le Maroc, qui importe plus de 50 % de son blé, s'est vu contraint de repenser sa stratégie agricole... et donc hydrique. C'est dans ce contexte que la désalinisation de l'eau de mer, jusque-là cantonnée aux zones urbaines côtières, commence à s'imposer comme un outil de souveraineté.

Le raisonnement est simple : pour produire plus de céréales localement et réduire la dépendance aux marchés instables, il faut irriguer davantage de terres. Or, la pluviométrie est en baisse, les barrages sont sous tension, et les nappes phréatiques s'épuisent. La seule ressource que le Maroc peut maîtriser à moyen terme, c'est l'eau de mer. D'où la montée en puissance des projets de dessalement, non plus seulement au service des villes, mais aussi de l'agriculture.

Ce basculement est perceptible dans les chiffres. Sur les 935 millions de m³ d'eau désalinisée prévus d'ici 2040 dans les nouvelles stations, près de 40 % seront affectés à l'irrigation. Des villes comme Nador, Essaouira, Tiznit ou Guelmim verront émerger des stations mixtes, destinées à fournir à la fois de l'eau potable et de l'eau agricole. Le message est clair : l'agriculture redevient une priorité stratégique, et l'eau salée une ressource mobilisable.

Mais cette réorientation, bien que prometteuse, est loin d'être acquise. La désalinisation reste une technologie coûteuse : entre 5 et 10 dirhams par mètre cube produit, selon les configurations, sans compter les frais de transport et d'entretien. Irriguer des milliers d'hectares avec une eau à ce prix nécessite des arbitrages économiques clairs. Toutes les cultures ne s'y prêtent pas. Le maïs, par exemple, très gourmand en eau, devient un luxe. À l'inverse, des cultures comme les oliviers, les légumineuses ou les plantes aromatiques peuvent s'adapter à un modèle d'irrigation raisonnée avec de l'eau désalinisée.

Autre enjeu : la gouvernance de cette eau nouvelle. À qui reviendra-t-elle en priorité ? Aux grandes exploitations modernes ? Aux coopératives locales ? Quelles seront les règles d'accès, les tarifs, les quotas ? Pour éviter les tensions sociales et les monopoles silencieux, le gouvernement devra établir des cadres transparents et équitables de distribution.



L'eau agricole ne peut devenir un bien réservé, surtout dans les régions déjà marquées par les inégalités.

Enfin, l'impact environnemental ne doit pas être sous-estimé. Utiliser de l'eau désalinisée pour irriguer des sols peut poser des problèmes de salinisation secondaire, si le drainage n'est pas maîtrisé. De même, la gestion des résidus salins issus des stations doit être strictement encadrée pour éviter une pollution marine irréversible.

Reste que le lien entre guerre et dessalement, aussi indirect soit-il, est désormais réel. La guerre en Ukraine a agi comme un accélérateur de conscience. Elle a montré que la sécurité alimentaire dépend de la sécurité hydrique, et que cette dernière exige des solutions technologiques audacieuses. En ce sens, la désalinisation devient une réponse géopolitique, au même titre que les réserves stratégiques ou la diplomatie commerciale.

Le Maroc, en plaçant la désalinisation au cœur de sa stratégie hydrique et agricole, ne répond donc pas seulement à une urgence environnementale. Il s'adapte à un monde en recomposition, où l'eau douce est aussi une arme de stabilité.

Le Sud du Maroc oublié des barrages : choix stratégique ou contrainte géographique ?



À la lecture de la cartographie nationale des barrages en construction et en programmation, une évidence saute aux yeux : les provinces du Sud du Maroc en sont pratiquement absentes. Sur les 29 nouveaux barrages recensés dans l'étude du Policy Center for the New South, aucun ne concerne directement les régions de Laâyoune-Sakia El Hamra, Dakhla-Oued Eddahab ou Guelmim-Oued Noun. Face à cette absence, la question se pose : s'agit-il d'un oubli, d'un désintérêt, ou d'une réalité géographique incontournable ?

Officiellement, le ministère de l'Équipement évoque des contraintes techniques : aridité extrême, faible densité hydrographique, topographie peu favorable à la retenue d'eau, et coût élevé pour un impact localisé. À l'inverse des régions du Nord et du Centre, qui disposent de vallées encaissées et de précipitations saisonnières, le Sud est dominé par des plateaux secs, des oueds épisodiques, et des sols peu propices à la rétention. En somme, on n'y construit pas de barrage, parce que la nature ne s'y prête pas.

Et pourtant, ce raisonnement ne satisfait pas tout le monde. Car la demande en eau, elle, est bien réelle. Les villes comme Laâyoune, Dakhla, Boujdour, ou les zones agricoles de Guelmim et Assa-Zag font face à une pression croissante, liée à la démographie, au développement du tourisme, à l'expansion urbaine et à l'essor des cultures irriguées dans les oasis. Dans ce contexte, l'absence d'infrastructures hydrauliques structurantes est vécue, par certains élus locaux, comme une relégation silencieuse.

Prenons l'exemple du barrage de Fask, inauguré en 2024 près de Guelmim. Avec une capacité de 80 Mm³, il ne figure pas dans la liste des projets nationaux majeurs. Et pourtant, il joue un rôle crucial : protéger la ville des crues, renforcer la nappe phréatique, sécuriser l'irrigation de plusieurs zones agricoles. Ce projet démontre qu'il est possible, même dans des régions arides, de construire des barrages adaptés, à condition de les penser différemment : moins massifs, plus ciblés, mieux intégrés aux besoins locaux.

En l'absence de barrages structurants, le Sud du Maroc compense autrement. Par les stations de dessalement, d'abord : Laâyoune, Dakhla, Boujdour, Tarfaya disposent toutes d'unités opérationnelles ou en projet, certaines alimentées par l'éolien. Par les forages profonds, ensuite, qui permettent l'accès à l'eau souterraine, au prix d'un stress croissant sur les nappes. Enfin, par les projets pilotes de réutilisation des eaux usées, comme à Dakhla pour les espaces verts ou à Laâyoune pour certaines cultures maraîchères.

Mais cette substitution a ses limites. Elle repose sur des technologies coûteuses, parfois fragiles, et sur une dépendance aux énergies externes. En l'absence de réservoirs naturels, la sécurité hydrique y est beaucoup plus vulnérable aux ruptures, aux pannes ou aux aléas climatiques.

Alors, faut-il continuer à exclure le Sud des politiques de barrage ? Ou repenser ces politiques pour inclure une hydraulique « à échelle locale », avec des micro-ouvrages, des barrages collinaires, ou des bassins de rétention mieux répartis ? La réponse, selon de nombreux experts, n'est pas binaire. Elle réside dans une logique d'équité hydrique, qui ne vise pas à tout égaliser, mais à offrir à chaque région les outils adaptés à sa réalité géographique et sociale.

Car l'eau ne coule pas que là où la nature le permet. Elle doit aussi irriguer là où l'humain veut vivre dignement.

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc





Dessalement mobile : une révolution pour les zones reculées ?

Dans l'imaginaire collectif, la désalinisation évoque de grandes usines industrielles implantées face à l'océan, pompant l'eau salée à des débits massifs pour alimenter des métropoles assoiffées. Mais une autre réalité, plus discrète et pourtant tout aussi prometteuse, est en train de s'imposer : celle des stations de dessalement mobiles, conçues pour les villages isolés, les zones rurales, et les petites communautés côtières. Le Maroc, qui fait face à un stress hydrique chronique et à une topographie très contrastée, explore désormais cette piste avec un intérêt croissant.

D'après les données du ministère de l'Équipement, le pays entend multiplier par six le nombre de ces unités mobiles, en passant de 40 à 240 stations d'ici 2030. Ces dispositifs, capables de produire entre 360 et 3 600 m³ d'eau potable par jour, représentent une innovation de rupture pour les zones éloignées des grands réseaux. Leur force ? La flexibilité. Montées sur camions ou conteneurs, elles peuvent être déplacées selon les besoins, déployées rapidement en cas de crise, et mises en réseau pour desservir plusieurs localités à tour de rôle.

Leur impact est déjà visible. Des localités comme El Mhirriz, Amegrew, ou Sidi El Ghazi, qui ne comptent parfois que quelques centaines d'habitants, disposent désormais de leur propre unité mobile. Ces villages de pêche ou d'éleveurs, autrefois tributaires de camions-citernes ou de puits salins, peuvent désormais s'approvisionner localement en eau douce. Une avancée majeure, non seulement pour la santé publique, mais aussi pour la dignité des habitants.

Ces stations utilisent majoritairement l'énergie solaire ou l'éolien, notamment dans les provinces du Sud, où les parcs comme ceux d'Akhfennir ou de Foug El Oued alimentent déjà les infrastructures voisines. L'alliance entre mobilité, autonomie énergétique et production d'eau douce permet de désenclaver hydriquement des territoires trop longtemps oubliés.

Mais cette révolution mobile n'est pas sans défis. D'abord, le coût unitaire reste élevé. Chaque station nécessite des investissements en équipements, en maintenance spécialisée, et en personnel qualifié. Ensuite, la capacité de production, bien que adaptée à des petits foyers, ne permet pas de couvrir des usages agricoles ou industriels. Il s'agit avant tout d'un outil

d'urgence ou de survie, pas d'un levier de développement massif.

Il y a aussi la question de la logistique de déploiement. Pour que ces stations soient véritablement utiles, encore faut-il qu'elles soient entretenues, monitorées à distance, approvisionnées en pièces détachées, et intégrées dans un plan régional clair. Certaines communes signalent déjà des pannes prolongées ou des difficultés à mobiliser des techniciens formés. L'État devra accompagner ces équipements d'une politique de formation et de gouvernance de proximité.

Malgré ces obstacles, le potentiel des stations mobiles est immense. Elles incarnent une vision de l'eau plus agile, plus égalitaire, plus humaine. Elles permettent de sortir du schéma centralisé des grands barrages et des mégastructures, en apportant des réponses sur mesure aux besoins spécifiques des territoires.

Dans un Maroc où l'injustice hydrique est aussi une injustice territoriale, le dessalement mobile n'est pas qu'une solution technique : c'est un geste politique, un acte de reconnaissance envers ceux qu'on voit souvent sans les entendre.



Inondations et climat : le rôle des barrages dans la prévention des catastrophes naturelles

On associe souvent les barrages à l'irrigation, à la production d'eau potable ou, plus récemment, à la génération d'électricité verte. Mais un autre rôle, plus discret et pourtant fondamental, mérite aujourd'hui toute l'attention des décideurs : la prévention des inondations. Dans un Maroc de plus en plus exposé à des événements climatiques extrêmes, les barrages apparaissent désormais comme des boucliers hydrauliques, appelés à amortir les chocs violents du dérèglement climatique.

Ces dernières années, plusieurs régions du Royaume ont connu des épisodes d'inondations soudaines : crues de oueds dans l'Atlas, débordements de rivières à Fès, effondrements de routes dans le Sud, villages isolés pendant des jours. Ces événements, autrefois sporadiques, deviennent plus fréquents, plus intenses, et moins prévisibles. Le changement climatique ne signifie pas seulement moins d'eau : il signifie davantage de contrastes. Des périodes de sécheresse prolongée suivies de pluies diluviennes. Et ce sont ces chocs hydriques que les barrages peuvent aider à réguler.

Plusieurs exemples récents montrent l'utilité de cette fonction. Le barrage de Ratba, dans la province de Taounate, avec ses 1 900 millions de m³ de capacité, a été conçu pour stocker les crues du bassin du Sebou. Il évitera que les pluies torrentielles dévalent sans retenue vers les villes en aval. De même, le barrage de Boulaouane, à Chichaoua, devrait jouer un rôle crucial pour protéger la plaine de Metjat et la ville d'Imintanoute. Quant au modeste barrage de Fask, dans la région de Guelmim, il a été expressément conçu pour contenir les débordements dangereux des oueds, responsables dans le passé de pertes humaines et matérielles.

Ces barrages, qu'ils soient colossaux ou de petite taille, ont tous en commun un rôle que l'on commence à intégrer davantage dans les politiques publiques : celui de retenue

préventive. Ils agissent comme des poumons artificiels : au lieu de laisser l'eau pluviale ruisseler brutalement, ils la retiennent, la stockent, la libèrent progressivement, évitant les effets de saturation des sols et d'érosion.

Mais cette mission de protection n'est pas sans limites. De nombreux barrages souffrent de désensablement rapide, ce qui réduit leur capacité réelle de stockage. D'autres, mal entretenus, peuvent eux-mêmes devenir des sources de danger en cas de rupture ou de débordement incontrôlé. Par ailleurs, les bassins versants en amont, souvent déforestés ou mal aménagés, ne jouent plus leur rôle naturel de régulateur, aggravant les pics de crue.

Autre point de vigilance : la prise en compte du risque climatique dans la conception des nouveaux barrages. Si certains projets récents intègrent cette logique, d'autres restent encore centrés uniquement sur l'usage agricole ou domestique. Pourtant, les modèles climatiques anticipent d'ici 2050 une augmentation des précipitations extrêmes en période courte, particulièrement dans le Nord et le Centre du pays. Il est donc impératif que chaque nouveau barrage soit aussi pensé comme un outil de protection civile.

Enfin, l'efficacité de ces infrastructures dépend d'une coordination en temps réel entre les agences hydrauliques, les services météorologiques, la protection civile et les collectivités locales. Sans systèmes d'alerte précoce, sans gestion dynamique des retenues, un barrage peut autant prévenir qu'aggraver une catastrophe.

Le Maroc est à un tournant. En reconnaissant pleinement la fonction anti-catastrophe des barrages, le pays peut transformer une vulnérabilité en force. Dans un climat devenu instable, stocker l'eau, c'est aussi stocker du temps, de la sécurité et de la résilience.

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
 DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
 MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
 PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS